# Les tentations latino-américaines, de Guevara à Lula

CECILIA BAEZA

Docteure en science politique, enseignante et chercheuse à Sciences Po.

Les États latino-américains oscillent depuis leur indépendance entre deux visions antagonistes : d'un côté, celle qui considère le Sud global comme un outil d'émancipation face à la domination occidentale du « centre » – « Notre Nord est le Sud », prophétisait le peintre uruguayen Joaquín Torres García en 1941 ; de l'autre, la tentation de se positionner comme une extension du bloc occidental, cet « extrême-Occident » décrit par Alain Rouquié[1]…

## L'empreinte de la guerre froide

Les gouvernements latino-américains ont longtemps entretenu des relations plutôt distantes avec le reste du monde en développement. Indépendants dès le début du XIX^e^ siècle, les États du sous-continent ont parfois pu croire à un destin différent. L'Argentine, à la veille de la Première Guerre mondiale, ne se situe-t-elle pas entre la 7^e^ et la 14^e^ place des puissances économiques

1. Je prends la liberté d'utiliser une expression forgée par l'historien latino-américaniste Alain Rouquié, quitte à l'éloigner du sens originel voulu par son auteur.

mondiales[1] ? De plus, il y a chez les élites *criollas* (créoles), descendantes des colons européens, un complexe de supériorité raciale vis-à-vis du reste du monde non-« blanc »[2] – à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières. L'idée d'être associées, d'une manière ou d'une autre, aux sociétés noires, asiatiques et arabes ne leur est clairement pas naturelle. En 1945, alors que l'immense majorité de l'Asie et de l'Afrique, sous le joug colonial, est encore privée de voix sur la scène internationale, 20 des 51 membres fondateurs des Nations unies sont des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Certes, aucun n'est membre permanent du Conseil de sécurité, mais les grands États héritent de rôles prestigieux : le Brésilien Oswaldo Aranha, l'Argentin José Arce et le Mexicain Luis Padilla Nervo présidèrent ainsi quatre des huit premières séances de l'Assemblée générale de l'ONU entre 1946 et 1951.

Ce décalage dans le processus de décolonisation éloigne un temps l'Amérique latine des préoccupations du « tiers-monde », figure émergente des années 1950 dans le contexte de la guerre froide. Aucun des pays du sous-continent ne fait partie des États invitants de la Conférence de Bandung (avril 1955), dont le fondement est la solidarité afro-asiatique. En 1961, à l'exception notable de Cuba, les pays latino-américains brillent une fois de plus par leur absence à la Conférence de Belgrade (septembre 1961) qui marque la naissance du Mouvement des non-alignés.

Le mythe d'une Amérique latine distincte du reste du tiers-monde fait long feu. Cette vision, entretenue et fantasmée par les élites, s'effondre alors que les interventions et ingérences des États-Unis se multiplient à partir du milieu des années 1950. L'ordre oligarchique qui a prévalu dans nombre de ces États depuis leur

1. Ce calcul se fonde sur la base de données de Madison, la seule disposant de données avant 1900. Mais il faut souligner que cette base de données, à l'époque, n'incluait qu'une trentaine de pays.

2. La volonté de « blanchiment » de la population a été largement partagée par les élites latino-américaines au début du XX^e siècle. Voir notamment Jeffrey Lesser, *Negotiating national identity: Immigrants, minorities, and the struggle for ethnicity in Brazil*, Duke University Press, 1999.





indépendance est remis en question par des leaders progressistes ou socialistes. Ces bouleversements politiques sont perçus comme une menace directe par les États-Unis qui n'hésitent pas à intervenir pour préserver leur contrôle sur cette région. En 1954, au Guatemala, un coup d'État soutenu par le président américain Eisenhower renverse le gouvernement élu de Jacobo Arbenz qui avait initié une vaste réforme agraire menaçant les intérêts de la United Fruit Company[1]. En 1964, la CIA soutient le coup d'État militaire au Brésil qui met fin au gouvernement démocratiquement élu du président João Goulart. En 1965, le président Lyndon Johnson autorise une intervention militaire en République dominicaine pour éviter le retour au pouvoir des alliés de Juan Bosch, dont les États-Unis craignent qu'ils rejoignent le camp de l'URSS. L'Amérique latine, réduite au statut d'*America's backyard*, semble condamnée à l'alignement avec les États-Unis.

L'impérialisme étatsunien connaît cependant un échec retentissant à Cuba, où la révolution a renversé le dictateur Fulgencio Batista en 1959. Le nouveau gouvernement cubain, sous l'influence d'Ernesto Che Guevara, va dès lors jouer un rôle central dans le rapprochement du sous-continent avec le Sud global.

Guevara a été témoin du renversement du président Arbenz au Guatemala. Cet événement a renforcé ses convictions anti-impérialistes et son engagement envers la lutte révolutionnaire. Il croit fermement en l'internationalisme prolétarien, prônant la solidarité entre les mouvements révolutionnaires à travers le monde. Il se rend en Égypte à deux reprises, en juin 1959, puis en 1965, à l'invitation du président Gamal Abdel Nasser. La même année, il poursuit sa visite en Algérie, où il prononce un discours sur la nécessité de la solidarité internationale et son soutien aux pays en développement dans leur lutte contre l'impérialisme. Il félicite également le Front

1. La United Fruit Company était une entreprise américaine spécialisée dans la culture et le commerce de fruits tropicaux, principalement les bananes. Elle a été un symbole de l'impérialisme américain et a inspiré l'expression « république bananière ».

de libération nationale algérien pour sa victoire contre le colonialisme français et renforce les liens d'amitié entre l'Algérie et Cuba. En avril de la même année, il se rend en République démocratique du Congo pour soutenir la rébellion menée par Laurent-Désiré Kabila. Cette mission n'aboutit pas et Guevara quitte le Congo après quelques mois, frustré par le manque de coordination et les rivalités internes des forces rebelles[1].

Ces engagements montrent la portée internationale de la vision révolutionnaire de Guevara. Son influence est décisive dans la création de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (OSPAAAL) en janvier 1966 à La Havane, lors de la Conférence tricontinentale. Cette conférence historique réunit des représentants des mouvements de libération nationale, des gouvernements révolutionnaires, et des partis de gauche de ces trois continents, visant à promouvoir la solidarité entre les peuples opprimés et à coordonner la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et le néocolonialisme. L'OSPAAAL se distingue par son engagement à soutenir activement les mouvements révolutionnaires et à propager une idéologie anti-impérialiste à travers divers moyens, dont la publication de la revue *Tricontinental*. Cette revue diffuse des idées révolutionnaires et des informations sur les luttes de libération à travers le monde, devenant un outil crucial pour l'éducation politique et la mobilisation internationale.

Cuba se veut à l'avant-garde de la solidarité en action. Entre 1963 et 1989, la coopération cubaine avec les pays du tiers-monde s'élève à environ 1,5 à 2 milliards de dollars. Dès 1963, le pays déploie ses premières brigades médicales à l'étranger, notamment en Algérie qui fait face à une grave crise sanitaire. On voit ensuite des milliers de Cubains participer à des programmes d'alphabétisation, de soins médicaux et de soutien aux systèmes de santé locaux dans 27 pays d'Afrique subsaharienne. Parallèlement, le pays accueille des dizaines de milliers d'étudiants, principalement africains, venus se former

1. « Les désastreuses aventures du Che au Congo », *Le Monde*, 1er décembre 2017.





dans l'enseignement supérieur de l'île[1]. Quant à la dimension militaire, des missions cubaines s'organisent en Angola (35 000 soldats cubains soutiennent le Mouvement populaire de libération de l'Angola, dit MPLA), en Guinée-Bissau et au Cap Vert.

La mort du Che en Bolivie en 1967 et la bascule du continent dans les années noires des dictatures militaires mettent cependant à mal la possibilité d'entraîner le reste de la région dans cette dynamique. Les coups d'État au Chili en 1973 comme en Argentine en 1976, soutenus par les États-Unis, sont un terrible coup de massue contre la volonté d'émancipation des peuples latino-américains. Chant du cygne de cette première génération de coopération Sud-Sud, Salvador Allende se rend en décembre 1972 à Alger pour y rencontrer le président Houari Boumediene en vue du IVe sommet des Non-alignés qui doit s'y tenir du 5 au 9 septembre 1973. Visionnaire, le président algérien le met en garde contre ses opposants soutenus par les États-Unis. Quelques mois plus tard, le régime putschiste de Pinochet diabolise l'Algérie ainsi que les États socialistes et ceux du tiers-monde qui se sont opposés à lui.

Les décennies 1970 et 1980 prêtent par ailleurs d'autant moins à la coopération directe entre États du Sud que ces pays sont frappés par une crise de la dette en cascade; le remboursement des prêts extérieurs devient insoutenable pour de nombreux pays, comme le Mexique, déclarant son incapacité à rembourser ses dettes en 1982. La crise entraîne une intervention internationale, notamment par le biais des plans Baker et Brady, pour restructurer la dette et imposer des réformes économiques. La bataille se déplace sur le plan économique et réformer l'architecture de la dette mondiale devient un enjeu majeur qui rapproche les pays du Sud au sein notamment de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

1. Plus de 46 000 étudiants étrangers ont été diplômés à Cuba entre 1961 et 2008. Parmi eux, 30 719 étaient originaires de 42 pays africains (70 % du total des étudiants étrangers à Cuba étaient de jeunes Africains). Voir David González López, « Impactos de África en Cuba », *Temas*, Vol. 56.

Malgré tout, en Amérique centrale, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua tisse des liens étroits avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au cours d'entraînements militaires clandestins communs. De même, plusieurs milliers d'exilés chiliens sont accueillis en Algérie et au Mozambique : le départ des colons ayant créé un vide professionnel, le Parti communiste chilien contribue à l'envoi de plus de 2000 exilés chiliens, experts dans divers domaines, pour pallier ces besoins.

## La réinvention des alliances Sud-Sud dans les années 2000 : du pragmatisme à la polarisation

La fin de la guerre froide et la mise en ordre des économies latino-américaines, soumises aux plans d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI, font des années 1990 une période d'apparent réalignement avec les États-Unis. Symbole de cette époque, Carlos Menem, président argentin, décide en janvier 1991 d'entrer officiellement dans la coalition militaire contre l'Irak et maintient dans les eaux du Golfe deux navires de guerre. Mais derrière la façade des politiques étrangères, les sociétés, en pleine réappropriation de la démocratie, bouillonnent. Le Forum social mondial naît ainsi en janvier 2001 à Porto Alegre, au Brésil, notamment sous l'impulsion du Parti brésilien des travailleurs, et réunit des organisations du monde entier pour élaborer une alternative au Consensus de Washington[1].

C'est dans ce contexte que la rhétorique Sud-Sud se voit à nouveau mobilisée au début des années 2000 à la faveur du tournant à gauche de l'Amérique latine. Les nouveaux leaders latino-américains deviennent des porte-voix du Sud global. Les présidents

1. Baptisé ainsi par l'économiste américain John Williamson, le « Consensus de Washington » comporte une dizaine de réformes néolibérales imposées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale aux États du tiers-monde victimes de la crise de la dette.





Hugo Chávez au Venezuela, Lula au Brésil et Evo Morales en Bolivie sont alors, chacun à leur manière, les protagonistes d'une Amérique latine qui affirme sa solidarité et consolide ses alliances dans le monde en développement.

Pragmatique, le courant de coopération Sud-Sud des années 2000 emporte l'adhésion de secteurs économiques au-delà des clivages partisans traditionnellement établis. Par des initiatives conjointes et des projets de coopération technique, ces alliances visent à démontrer que la solidarité entre les nations du Sud peut offrir des solutions aux défis globaux. La revitalisation du multilatéralisme dans les années 1990 permet de croire qu'en construisant des alliances, il est possible pour le Sud global de faire entendre sa voix.

Le Brésil en fait une première expérience entre 2001 et 2003 en nouant une alliance stratégique avec l'Inde et l'Afrique du Sud dans les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les aspects des droits de propriété intellectuelle (TRIPS). En pleine pandémie de Sida, leur démarche conduit à une révision notable des accords TRIPS, simplifiant l'application des licences obligatoires, ce qui a permis aux pays sans capacité de production pharmaceutique d'obtenir des génériques à faible coût. En reconnaissant ainsi le droit des pays moins avancés de sauvegarder la santé publique contre les exigences commerciales liées aux brevets, cette initiative est un énorme progrès. La même année, lors du sommet de l'OMC à Cancún, le Brésil devient porte-parole du Groupe des 20, une coalition de nations principalement agricoles qui conteste les politiques protectionnistes des pays riches, exigeant des réformes pour réduire les subventions qui distordent le commerce agricole mondial. La position brésilienne met en lumière les inégalités structurelles du système commercial global et renforce la solidarité entre les pays en développement. Le blocage des discussions marque un tournant décisif dans les négociations commerciales internationales. Il expose finalement la nécessité d'un rééquilibrage des règles commerciales internationales.

Tant pour Lula que pour Chávez, l'activisme Sud-Sud sert non seulement un objectif d'autonomisation en matière de politique étrangère mais aussi celui d'intégration régionale latino-américaine, et donc de leadership. L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), fondée en 2004 à La Havane par Hugo Chávez et Fidel Castro, ainsi que l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), officiellement lancée par Lula en 2008, en sont les principaux instruments. La diplomatie brésilienne a pris une longueur d'avance en misant sur l'interrégionalisme Sud-Sud tous azimuts. En 2005, Brasilia accueille le premier Sommet Amérique du Sud-pays arabes (ASPA), rassemblant 33 délégations, dont 22 pays arabes et 11 pays latino-américains. Six chefs d'État arabes et neuf présidents latino-américains sont présents. En 2006, la première édition du Sommet Afrique-Amérique latine (ASA) se tient à Abuja, avec la participation de 21 chefs d'État. La deuxième édition se déroule sur l'île Margarita, au Venezuela. À vrai dire, peu de résultats tangibles sortent de ces rencontres. Les faibles institutionnalisations et la faible capacité diplomatique des parties prenantes à en réaliser le suivi contribuent à rendre cet inter-régionalisme Sud-Sud précaire. Mais au fond, la portée de ces rencontres dépasse la question des résultats : elle envoie le message que l'avenir des pays en développement peut se forger sans l'Occident. Bien qu'on en reconnaisse rarement l'influence, on peut raisonnablement penser que la Chine et la Russie ont observé avec intérêt l'activisme diplomatique latino-américain et se sont appuyées sur cette dynamique pour construire les BRICS.

S'il est un sujet sur lequel les États latino-américains ont pu montrer leur différence vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis, c'est celui du conflit israélo-palestinien. Le soutien à la cause palestinienne et la critique du « deux poids deux mesures » occidental devient ainsi à partir de la fin des années 2000 l'un des emblèmes de la solidarité Sud-Sud exprimée par les gouvernements latino-américains. Au début des années 2010, plusieurs États de la région, dont le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, et le Chili, reconnaissent officiellement la Palestine en tant qu'État indépendant sur les frontières de





1967, avec Jérusalem-Est comme capitale[1]. Bientôt, la quasi-totalité du sous-continent reconnaît l'État palestinien. Ce geste joue un rôle décisif dans la campagne de l'Autorité palestinienne auprès des Nations unies, qui en novembre 2012, admettent la Palestine comme État observateur non membre. De même, plusieurs pays de la région montent au créneau pour dénoncer avec force les interventions militaires israéliennes à Gaza en 2008, en 2014 et depuis octobre 2023. En 2014, Evo Morales qualifie Israël d'État « terroriste » et rompt les relations diplomatiques avec l'État hébreu. Cette position est suivie par plusieurs gouvernements de la région qui suspendent leurs relations diplomatiques ou rappellent leur ambassadeur à chaque pic de crise.

Si les alliances Sud-Sud dans les instances multilatérales ont pu rallier au-delà des clivages traditionnels, le soutien à la Palestine, hautement symbolique, se révèle le détonateur d'une nouvelle polarisation autour de ce qui apparaît aux yeux de certains comme une politique notoirement « anti-occidentale ». Il réveille chez eux la mémoire des solidarités entre mouvements révolutionnaires et « subversifs » pendant la guerre froide. Plus décriées encore sont les relations avec la République islamique d'Iran, soupçonnée d'avoir joué un rôle dans les attentats meurtriers en Argentine contre l'ambassade d'Israël en 1992 et contre l'Association mutuelle israélo-argentine (AMIA) en 1994. En réalité, seul le Venezuela a intensifié, depuis la présidence de Chávez, ses relations militaires et économiques avec l'Iran, mais cette alliance sulfureuse fait figure d'épouvantail. Pour ces deux pays, ces liens sont en effet une manière de contourner l'isolement et les sanctions dont ils font l'objet de la part des puissances occidentales. La coopération avec l'Iran, voire avec la « Chine communiste », et la solidarité avec la Palestine, sont ainsi au cœur d'une violente dénonciation par les nouvelles droites latino-américaines, de Jair Bolsonaro au Brésil

1. Cecilia Baeza, « América latina y la cuestión palestina (1947-2012) », *Araucaria, Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades,* Vol. 14, n° 28, 2012.

à Javier Milei en Argentine. Comme une forme de pied de nez idéologique, ces derniers renversent les priorités diplomatiques et privilégient les relations bilatérales avec les États-Unis et Israël. On retrouve là le revers de la médaille de l'héritage de la guerre froide : il subsiste en Amérique latine un anticommunisme virulent. Ces nouvelles droites semblent parfois aussi vouloir réactiver le racialisme[1] des élites latino-américaines du début du siècle dernier. Ernesto Araujo, ministre controversé des Affaires étrangères sous la présidence de Bolsonaro, ne proposait-il pas un « pacte chrétien » avec les États-Unis et la Russie ? Au-delà de leurs exubérances discursives, ces leaders trouvent un réel écho lorsqu'ils critiquent les mécanismes de coopération Sud-Sud pour leur manque de transparence et leur inefficacité présumée.

Désormais (re)devenue un objet idéologique, la relation de l'Amérique latine au Sud global dépend du balancier politique issu des élections. Le retour de Lula à la présidence du Brésil et l'élection de Gustavo Petro à la présidence de la Colombie en 2022 relance ainsi la dynamique Sud-Sud dans ces pays. De nombreux dirigeants africains sont présents lors de la cérémonie d'investiture de Lula. De son côté, le président brésilien rencontre le président de l'Union africaine et participe à des sommets internationaux, soulignant l'importance de l'Afrique dans la politique étrangère brésilienne. La Colombie, sous l'impulsion de Gustavo Petro, cherche aussi à renforcer ses relations avec l'Afrique. Un plan « Stratégie Afrique 2022-2026 » est élaboré pour promouvoir le développement des relations avec le continent, aboutissant à des

1. Le terme de racialisme se réfère ici à une théorie positiviste très en vogue dès la deuxième moitié du XIX^e siècle en Amérique latine et qui tout en affirmant l'infériorité « naturelle » donc irrémédiable des « races non-blanches » par rapport à la « race blanche européenne » promeut leur dilution par le métissage. Le « blanchiment » de la population indigène et noire est ainsi une idée largement promue par les élites intellectuelles latino-américaines jusque dans les premières décennies du XX^e siècle. Voir par exemple les travaux d'Henri Favre, « Race et nation au Mexique de l'indépendance à la Révolution », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 49, n° 4, Cambridge University Press, 1994.





visites officielles et à la signature d'accords de coopération avec plusieurs pays africains. La Colombie envisage également d'ouvrir une ambassade à Addis Abeba, renforçant ainsi sa présence diplomatique sur le continent africain.

## Les sociétés latino-américaines et le Sud global

La rhétorique Sud-Sud des leaders latino-américains ne fonctionnerait pas si elle ne trouvait pas au sein des sociétés du continent de puissants relais. La diplomatie culturelle qui accompagne la politique étrangère et la coopération s'appuie sur une base sociale qui en réalité lui préexiste.

Ainsi, les diasporas jouent un rôle crucial dans le renforcement des liens entre l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique, agissant comme des ponts culturels et économiques. Les émigrés libanais, syriens et palestiniens et leurs descendants ont par exemple contribué à sensibiliser les sociétés latino-américaines à la question coloniale dans le monde arabe. Dès les années 1950, Nasser et le mouvement de libération algérien trouvent une résonance parmi ces populations. L'origine ne fait pas tout, comme le montrent les déclarations très pro-israéliennes de Nayib Bukele, président salvadorien d'ascendance palestinienne ; mais les associations structurent l'implication diasporique au-delà des positions individuelles des uns et des autres.

Les diasporas jouent un rôle dans la reformulation des politiques et des perspectives en s'engageant dans des dialogues transnationaux. Des figures afro-descendantes telles que le Cubain José Martí, le Martiniquais Aimé Césaire, et le Trinidadien C. L. R. James ont été des pionniers dans l'exploration des identités postcoloniales et dans la lutte contre l'impérialisme. Aujourd'hui, Faride Zeran et Lina Meruane au Chili, Milton Hatoum et Raduan Nassar au Brésil, sont des auteurs d'origine proche-orientale qui aident à déconstruire les stéréotypes de la culture *mainstream* occidentale à propos des Arabes. De même, d'autres personnalités

afro-descendantes revendiquent et célèbrent aujourd'hui leur lien avec l'Afrique. En 2006, la ville de Salvador de Bahia, comptant la plus grande population noire du Brésil, a ainsi reçu la deuxième Conférence des intellectuels d'Afrique et de la diaspora (CIAD). En Colombie, Francia Marquez, première vice-présidente noire du pays, joue un rôle de premier plan pour redonner vie aux liens selon elle « abandonnés » entre l'Afrique et son pays.

Les mouvements indigènes, en plein essor depuis les années 1990 et aujourd'hui à l'avant-garde des luttes sociales et politiques, s'expriment également de manière croissante sur des enjeux internationaux. Leur solidarité s'inscrit dans une perspective de lutte contre l'oppression et pour l'autodétermination, des thèmes qui résonnent profondément avec leurs propres expériences historiques de colonisation et de marginalisation. Les mouvements indigènes reconnaissent par exemple dans la lutte palestinienne des parallèles avec leurs propres combats pour la terre et l'identité[1]. Ainsi, ils ont souvent pris position en faveur de la Palestine. Ces mouvements ne se limitent pas à des déclarations de soutien ; ils organisent également des manifestations, des campagnes de sensibilisation et participent à des forums internationaux pour faire entendre la voix des Palestiniens[2]. L'artiste chilienne Anita Tijoux a par exemple fait de ces deux causes, indigène et palestinienne, un élément central de sa musique.

L'Amérique latine occupe une place singulière dans les imaginaires politiques des sociétés des Suds. Ses grandes figures de gauche font partie du panthéon de l'anti-impérialisme. Il n'est pas rare de retrouver des portraits du Che au Liban ou en Palestine. L'expérience démocratique d'Allende et sa chute ont été discutées aux

1. On peut lire ainsi le communiqué de la plateforme des peuples indigènes colombiens : « De los Pueblos Indígenas al Pueblo de Palestina », 12 janvier 2024, https://www.mpcindigena.org/pueblos-indigenas-pueblo-palestina/

2. Voir par exemple la mobilisation des Mapuches au Chili : Nyki Duda, « Somos Sur: Mapuche and Palestinian Chileans Stand in Solidarity with Gaza », NACLA, 27 octobre 2023.





quatre coins du monde en développement. Chavez s'est converti en une icône célébrée par la résistance palestinienne. Aujourd'hui encore, Lula est l'un des leaders qui comptent dans le Sud global, même si ses positions sont moins radicales et disruptives que celles des figures précédemment évoquées. Pour autant, sa vision critique de l'engagement occidental en Ukraine depuis l'invasion russe de 2022 démontre que même une figure conciliatrice comme il a pu vouloir l'incarner n'hésite pas à prendre ses distances vis-à-vis des Occidentaux en matière de sécurité et de paix mondiales.

Portée par des gouvernements clairement marqués à gauche, l'inscription de l'Amérique latine dans un espace politique « post-occidental[1] » reste cependant précaire : la polarisation politique qui mine aujourd'hui les démocraties latino-américaines la rend tributaire d'un radical retournement d'alliances.

Les interactions croissantes entre les sociétés du Sud, facilitées par des échanges culturels et d'informations en flux continu, donnent néanmoins un caractère structurel à ce désir de construire un avenir commun, libre et émancipé des diktats occidentaux.

1. Oliver Stuenkel, *Post-Western world: How emerging powers are remaking global order*, John Wiley & Sons, 2017.